Danielle Laberge, *Marginaux et marginalité, les États-Unis aux XVIII^e et XIX^e siècles*

Paris, 1997, L'Harmattan (Déviance et Société), Coll. Logiques sociales, 279 p., bibliographie, ISBN 2 7384 5087 3.

Michel Porret

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/866>

DOI : 10.4000/chs.866

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2000

Pagination : 129-131

ISBN : 2-600-00433-5

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Michel Porret, « Danielle Laberge, *Marginaux et marginalité, les États-Unis aux XVIII^e et XIX^e siècles* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 4, n°1 | 2000, mis en ligne le 02 avril 2009, consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/866> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.866>

peu répressif et peu respecté, il est surtout préoccupé par les progrès de l'agriculture dans la ferme de la colonie. Le dernier journal, celui d'Henri Piguët, un ancien instituteur, montre une colonie en bon état de marche et où l'ordre règne. C'est le journal d'un technicien efficace qui tient des réunions périodiques, le soir, avec les sous-maîtres et qui impulse un travail d'équipe. Il annonce des stratégies éducatives qui n'ont pas disparu de nos jours.

Grâce aux sélections d'extraits effectuées par Martine Ruchat et grâce à ses analyses très fines des nuances entre les journaux, les « chroniques du mal » se lisent avec un intérêt soutenu. Elles permettent de cerner les balbutiements d'une éducation spécialisée et la lente accumulation de stratégies et de savoir-faire. On regrettera seulement l'insistance sur les systèmes punitifs au détriment d'autres aspects moins coercitifs de cette éducation. Les deux journaux rédigés par d'anciens instituteurs, Rochedieu et Piguët, se distinguent des autres chroniques. Plus « modernes », semble-t-il ? Ne pouvait-on avancer des explications plus complètes sur ces textes qui annoncent une pédagogie plus laïque ? Le grand mérite de ce travail réside dans la mise en valeur de l'arrière-plan théologique protestant. Des directeurs y puisent leurs schémas explicatifs des comportements déviants et leurs modèles de correction. D'autres semblent s'en affranchir quelque peu pour élaborer des grilles d'interprétation et des stratégies d'éducation plus modernes. Il n'y a cependant pas de rupture nette entre les uns et les autres. On a affaire à des inflexions qui sont également déterminées par la personnalité de directeurs-chroniqueurs qui, par la durée de leur administration, imprimèrent une marque certaine, sur les établissements. L'optimiste Rochedieu est très éloigné du tourmenté Thuillard ou de l'angoissé Leresche. Martine Ruchat nous incite donc à multiplier des études comparatistes – comment les directeurs catholiques ou francs-maçons analysent-ils les déviations et comment élaborent-ils leurs stratégies de correction ? – et à appréhender d'une nouvelle manière les rapports, correspondances, chroniques éventuelles des fondateurs et administrateurs d'établissements pénitentiaires pour les mineurs. En mettant au cœur de son étude la perception du « mal » et la relation entre l'éducateur et l'enfant, Martine Ruchat nous invite également à relire les textes des philanthropes et pénitentiaires du XIX^e siècle, à redécouvrir des aspects jusqu'à présent négligés de la pensée des Vingtrinier, Lucas, Demetz...

Jean-Claude Vimont,
Maître de conférences à l'Université de Rouen

Danielle Laberge, *Marginaux et marginalité. les États-Unis aux XVIII^e et XIX^e siècles*, Paris, 1997, L'Harmattan (Déviance et Société), Coll. Logiques sociales, 279 p., bibliographie, ISBN 2 7384 5087 3.

Divisé en cinq parties et en une quarantaine de chapitres que bouclent six pages de conclusion, l'ouvrage de Danielle Laberge étudie, sous l'angle de la sociologie, la marginalité sociale et les mesures de son endiguement aux États-Unis entre la seconde moitié du XVIII^e siècle et les ultimes décennies du XIX^e siècle. Le questionnement sociologique de l'auteur, qui utilise souvent la dimension historique de son objet comme une abstraction rhétorique ou naïve (l'histoire « rétrospective obligée » de ce qui se passe avant), abuse parfois d'un vocabulaire répétitif (gestion, désinstitutionnalisation, production et reproduction de la société, cible, etc.) rendant

abstrait l'objet même de l'étude. Par ailleurs, l'usage prononcé de la pronominalisation pour décrire des pratiques institutionnelles (effet Foucault) prive bien souvent l'histoire que brosse l'auteur de tout acteur repérable et rationnel. Imprimé à la hâte selon les normes en vigueur de son éditeur, l'ouvrage, dépourvu de tout index thématique et onomastique, publie trois tableaux statistiques (pp. 64-65, 148) concernant la démographie nord-américaine, ne dit pas grand-chose sur les acteurs (politiciens, moralistes, statisticiens, médecins, magistrats) étudiés, reste peu critique envers les sources citées presque toujours de seconde main, rapidement identifiées (« documents d'époque »!).

Les conclusions insistent à juste titre sur la crise actuelle des institutions nord-américaines du contrôle social (notamment la prison ou l'asile psychiatrique) et plus largement sur le recul universel du *welfare state* (dégradation sociale). Aux États-Unis, la politique sécuritaire actuelle *du tout à la prison* est le symptôme le plus évident de cette dégradation dans une société qui privatise progressivement son système pénitentiaire et valorise la rétribution sur la réhabilitation. Les États-Unis connaissent le taux le plus élevé au monde d'adultes incarcérés, alors que l'usage croissant de la peine capitale envers les mineurs et les majeurs montre l'échec d'une pénalité correctrice. L'objet de cette monographie est ainsi important: dès le début du XIX^e siècle, les institutions du contrôle social nord-américaines ont constitué des modèles pour l'Europe, elles étaient apparentées au libéralisme démocratique des pères fondateurs. Magistrat sous la Restauration, Tocqueville, fasciné par le républicanisme fédéral, se rend alors aux États-Unis pour y étudier le système pénitentiaire de la toute jeune démocratie: désignant le modèle auburnien (travail, cohabitation cellulaire) et pennsylvanien (travail, isolement cellulaire) son rapport rédigé avec G. de Beaumont (1833), marquera la réforme du système carcéral français.

Traversant au pas de charge la période coloniale (pp. 15-74) dont le système socio-juridique est résumé à grands traits sous la thématique foucauldienne de la domination du maître envers l'esclave et de la confusion (alors traditionnelle aussi en Europe) des catégories de marginaux (pauvres, fous, vagabonds), Danielle Laberge aurait pu montrer les ruptures ou les continuités pénales avec le système de la métropole qui déporte ses *convicts* dans le nouveau monde. À partir de la situation coloniale, elle pointe trois grandes problématiques structurelles qui désigneraient la spécificité du contrôle de la marginalité aux États-Unis: une spécialisation binaire, soit une façon de faire qui privilégie la pénalisation (« l'objet pénal », pp. 75-123) et la définition d'une population cible qui investit celle des mineurs (l'« enfance », pp. 125-177) et responsabilise la cellule familiale. C'est sur ce double ancrage, proche en fait de la situation européenne au XIX^e siècle, que se base l'« étatisation » de ce contrôle social (pp. 179-217). Budgets publics, taxes, surveillance, étude sur le paupérisme, prévention sociale, *almshouses* pour placer les indigents, prison: la « rationalisation » de l'action étatique (pp. 219-247) en fait toute l'efficacité utilitaire et économiste, nécessaire à un prodigieux effort d'industrialisation. Un détour du côté de la culture politique (fédéralisme), confessionnelle (puritanisme) et judiciaire (criminologie) éclairerait parfois de manière plus convaincante la thèse centrale de la construction d'une déviance plus spécifique au cours du XIX^e siècle. Sécuritaire et morale, cette construction mise notamment sur la responsabilité individuelle en opposant les compétences institutionnelles du privé contre celles de l'État; elle polarise les populations rurales à celles des centres industriels. À cela s'ajouterait aussi la thèse de la médicalisation ou de l'hygiénisme qui, tous deux,

colorent la marginalité subie de qualificatifs nouveaux : en Europe de même qu'aux États-Unis, la question sociale après 1830-1840 est alors pensée en terme de « pathologie sociale » ; de son côté, la criminologie naissante (et bientôt dominante) enferme cette pathologie dans un questionnaire « scientifique », obsédé par la récidive, le milieu social et l'atavisme.

Cet ouvrage est précieux parce qu'il permet quelques comparaisons avec les modèles européens du contrôle social de la précarité (réhabilitation). Pourtant, l'objet visé par l'auteur semble trop vaste : synthétiser en moins de 300 pages les mutations séculaires de la politique du contrôle social des marginaux aux États-Unis, pays marqué en outre par un formidable processus d'urbanisation, de migration et de paupérisation, ne peut aboutir qu'à un premier bilan où les réponses ne sont donc, tout naturellement, que partielles. Toutefois, l'ouvrage permet de comprendre aujourd'hui l'effondrement du modèle nord-américain en matière de politique sociale. La crise américaine devrait signaler les politiques de contrôle social qu'il ne faut pas suivre dans les régimes démocratiques européens. Dès la fin du siècle des Lumières, ceux-ci misent sur la prévention et la perfectibilité des individus et des institutions, parient sur la réhabilitation via la prison carcérale, ce revers obligé de tout contrat social moderne. Comme le souligne justement Danielle Laberge, l'« extension de la pénalité » est pourtant devenue aujourd'hui aux États-Unis l'essence même du contrôle social de la marginalité ou de la misère. Dans une culture du libéralisme économique, la politique sociale reste en outre une « affaire de sous ». Cet économisme pénal mène l'État à se retirer, paradoxalement, du champ même du contrôle social dont il a besoin pour assurer la sécurité des individus et des biens, ainsi que la sienne. Dans une nation où la culture de la violence reste une des valeurs fondamentales des « libertés » individuelles depuis ses origines (conquête, lynchage, détention d'armes, etc.), ce recul étatique engendrera peut-être, suggère avec pertinence Danielle Laberge, un retour radical à l'eugénisme social ou aux pires usages de la justice privée dans les vingt prochaines années.

Michel Porret

Michel.Porret@lettres.unige.ch

Frédéric Ocqueteau, *Les défis de la sécurité privée. Protection et surveillance dans la France d'aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, « Déviance & Société », 1997, 190 p. ISBN 2-7384-5498-4

Longtemps le seul chercheur à s'intéresser en France au secteur émergent de la sécurité privée, Frédéric Ocqueteau a consacré à cette question plus de dix années de travaux, qui contribuèrent largement à la fonder comme objet d'étude sociologique et juridique. Précis et synthétique, ce petit livre apparaît donc à la fois comme un bilan des recherches réalisées et une mise au point critique. Outre la recension très complète qu'il propose de la littérature sur ce sujet, l'ouvrage vaut au moins à trois égards : par le recentrage qu'il opère de la notion de « sécurité privée », et qui permet de cerner le secteur dans toute son étendue contemporaine ; par l'analyse des diverses recompositions professionnelles qui l'affectent depuis une vingtaine d'années ; par l'étude enfin des relations entretenues avec les pouvoirs publics, qui posent à la fois la question de la légitimité de la sécurité privée dans un État de droit, et celle du risque de « déficit démocratique » qu'elle peut constituer.